



FMES

Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques

RELIGION ET POUVOIR EN SYRIE : LA QUESTION SALAFISTE

Par Imad KHILLO

Maître de conférences de droit public à Sciences Po Grenoble, UGA, CERDAP². Codirecteur du séminaire de recherche « Construction nationale et religions en Méditerranée » au Collège des Bernardins.

Mars 2026

Religion et pouvoir en Syrie : la question salafiste

Par Imad KHILLO : Maître de conférences de droit public à Sciences Po Grenoble, UGA, CERDAP². Codirecteur du séminaire de recherche « Construction nationale et religions en Méditerranée » au Collège des Bernardins.

Résumé

À partir du déclenchement du conflit syrien en 2011, le pays connaît une profonde fragmentation politique et religieuse, marquée par l'affaiblissement de l'État et de ses institutions. Le salafisme, historiquement enraciné à Damas, gagne en visibilité depuis le début du conflit. L'émergence de l'État islamique (EI) et d'autres groupes salafistes a accentué la pluralisation du champ religieux. Sous Ahmed al-Sharaa, la société syrienne adopte une religiosité plus marquée : le contrôle de la mixité et les restrictions sur la musique ou l'alcool traduisent une moralisation accrue de l'espace public. Les minorités subissent des pressions et demeurent vulnérables, malgré des mesures de sécurité ponctuelles. La Syrie contemporaine illustre comment les transformations religieuses résultent d'une combinaison de facteurs historiques, géopolitiques, communautaires et économiques, dont l'évolution demeure incertaine.

Introduction

Depuis le soulèvement de 2011 à Deraa, la Syrie est devenue un champ d'analyse privilégié des transformations politiques, sociales et surtout religieuses au Moyen-Orient. Ce mouvement pacifique s'est rapidement mué en un conflit complexe et meurtrier, provoquant la fragmentation du territoire, l'affaiblissement de l'État et une crise économique profonde, tout en redéfinissant les relations entre pouvoir, société et religion.

Quatorze ans plus tard, un nouveau régime est arrivé au pouvoir, redéfinissant en profondeur le paysage religieux syrien : les anciennes institutions officielles se sont affaiblies, de nouveaux acteurs sont apparus et les débats autour d'un éventuel « retour du salafisme » se sont intensifiés. Cette question soulève des interrogations sur la nature, l'ampleur et la diversité des pratiques salafistes dans le pays, et constitue un enjeu central pour comprendre les transformations contemporaines du champ religieux syrien.

Afin d'appréhender ces évolutions, il est essentiel de les replacer dans leur contexte historique : le salafisme possède en Syrie des racines profondes et un terrain propice à son implantation. Les transformations contemporaines sous le nouveau président syrien Ahmed al-Sharaa s'inscrivent ainsi à la fois dans cette continuité historique et dans les ruptures engendrées par la guerre.

I. Héritages historiques et recompositions du champ religieux syrien

Le salafisme se réfère aux « pieux ancêtres » (al-salaf al-ṣāliḥ), c'est-à-dire les trois premières générations de musulmans, considérées comme modèles de foi et de pratique. Ce courant privilégie une lecture centrée principalement sur le Coran et la Sunna, critique les innovations religieuses (bid'a) et se montre réservé envers les développements théologiques ultérieurs.



Héritier du courant traditionaliste (ahl al-ḥadīth) du IX^e siècle, il a influencé durablement la pensée sunnite, notamment à travers l'école hanbalite, réputée pour sa rigueur doctrinale¹.

Au XIII^e siècle, la figure d'Ibn Taymiyya², installé à Damas, a profondément marqué cette tradition en renforçant l'appel au retour aux pratiques des premiers musulmans et en critiquant certains usages populaires jugés contraires aux textes fondateurs. Son œuvre a traversé les siècles et nourri une partie du salafisme contemporain, qui y a puisé les fondements d'une approche textualiste et rigoriste de l'islam. Cette présence historique à Damas contribue à inscrire le salafisme dans une tradition intellectuelle syrienne, souvent perçue à tort comme entièrement importée.

Au XVIII^e siècle, l'action de Muhammad ibn Abd al-Wahhab en Arabie, fondée sur une vision stricte du monothéisme (tawḥīd) et sur la purification des pratiques religieuses, a contribué à la structuration d'un salafisme politico-religieux en lien avec la dynastie saoudienne. Au XX^e siècle, la diffusion internationale de ces idées, soutenue par des institutions religieuses, des réseaux de prédication et des bourses d'études, a également touché la Syrie. Des étudiants formés à l'étranger ont ainsi introduit ces enseignements dans certains cercles religieux, participant à l'émergence de courants salafistes locaux.

Sous le régime baasiste, et plus particulièrement avec l'arrivée au pouvoir de Hafez al-Assad en 1971, l'État a cherché à encadrer strictement le champ religieux. Les institutions islamiques ont été intégrées dans un système centralisé : les mosquées ont été placées sous la tutelle du ministère des Affaires religieuses, les prêches surveillés et la nomination des imams contrôlée. L'objectif n'était pas d'exclure l'islam de l'espace public, mais de le maintenir dans un cadre compatible avec la légitimité du régime. Dans ce contexte, les Frères musulmans ont été progressivement marginalisés, notamment après le massacre de Hama en 1982, ce qui a contribué à favoriser l'émergence d'un salafisme davantage quéétiste et politiquement encadré. Cette approche a été globalement maintenue sous Bachar al-Assad à partir de 2000.

Le soulèvement de 2011 a cependant profondément bouleversé cet équilibre. L'affaiblissement de l'autorité centrale et la perte de contrôle de plusieurs régions ont entraîné une fragmentation du champ religieux. Dans certaines zones, des prédicateurs indépendants et des conseils religieux locaux ont émergé, tandis que les mosquées sont devenues des lieux de mobilisation et de structuration de la contestation. Avec la militarisation du conflit, plusieurs groupes armés ont adopté des références religieuses explicites.

Parmi eux, l'implantation de l'État islamique (EI) à partir de 2013 a marqué un tournant majeur. L'organisation a contrôlé des territoires importants, notamment autour de Raqqa³, où elle a instauré une administration fondée sur une interprétation extrêmement radicale du salafisme djihadiste : tribunaux religieux, police des mœurs et application sévère de sanctions pénales. Cette expérience d'ordre politico-religieux radical contrastait fortement avec la gestion étatique du religieux qui prévalait auparavant en Syrie.

Parallèlement, d'autres groupes salafistes, distincts de l'EI, ont également gagné en influence, notamment dans les zones rebelles. Des organisations comme Jabhat al-Nusra (devenue Hayat

¹ Pour approfondir l'histoire du salafisme, en particulier en Égypte, voir : Stéphane Lacroix, *Le crépuscule des Saints. Histoire et politique du salafisme en Égypte*, Paris, CNRS Éditions, 18 janvier 2024.

² Il est né à Harran en Haute-Mésopotamie le 22 janvier 1263.

³ Pour plus de détails, voir. Sethe JONES et al. *Rolling Back: The Islamic State*, Published by the RAND Corporation, Santa Monica, Calif, 2017.

Tahrir al-Sham dont le pouvoir actuel est issu)⁴, Ahrar al-Sham ou Jaish al-Islam ont développé des structures militaires et sociales, combinant action armée, encadrement religieux et services locaux. Soutenus en partie par des financements privés venus du Golfe, ces groupes ont contribué à la diversification des expressions salafistes en Syrie, allant du djihadisme transnational à des formes plus locales et pragmatiques.

Même après le recul militaire de l'EI, les transformations religieuses et sociales engendrées par la guerre ont perduré. La circulation de prédicateurs formés à l'étranger et la diffusion de doctrines issues de réseaux transnationaux ont renforcé la visibilité du salafisme dans certaines régions. Dans un contexte de guerre fortement confessionnalisée, ces dynamiques ont contribué à modifier durablement les références religieuses d'une partie de la société syrienne, accentuant la pluralisation et la recomposition du champ religieux⁵.

II. Visibilité sociale et mutations contemporaines

Depuis la chute du régime de Bashar al-Assad et l'arrivée d'Ahmad al-Sharaa, les références salafistes sont devenues beaucoup plus visibles dans certains espaces urbains et périurbains de Syrie, avec des variations selon les régions⁶. Cette visibilité se manifeste notamment par la diffusion et la circulation élargie d'ouvrages religieux salafistes, classiques et contemporains, tels que ceux d'Ibn Taymiyya, d'Abd al-Aziz ibn Baz⁷, fortement influencé par la pensée d'Ibn Taymiyya, ou encore de Muhammad Nasir al-Din al-Albani⁸, qui a passé une grande partie de sa vie en Syrie et y a joué un rôle majeur dans la diffusion d'une approche salafiste littéraliste centrée sur la purification doctrinale.

Sous les régimes de Hafez al-Assad puis de Bashar al-Assad, la diffusion d'ouvrages religieux non contrôlés par l'État était strictement encadrée. Les autorités surveillaient étroitement l'édition et la vente de livres religieux, en particulier ceux associés au salafisme ou à des courants islamistes indépendants. Dans les années 2000 et 2010, certaines publications provenant d'éditeurs du Golfe étaient difficiles à trouver dans les librairies syriennes et nécessitaient parfois des autorisations administratives.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Ahmed al-Sharaa, la situation a évolué. Des ouvrages autrefois interdits ou rares sont désormais accessibles dans de nombreuses librairies de Damas et lors d'événements culturels, notamment la foire du livre organisée en février 2026 dans la capitale. Ils sont souvent vendus à très bas prix — parfois l'équivalent de quelques dollars — et peuvent même être distribués gratuitement dans certains espaces publics, comme au Tishrin Park.

Parmi les titres les plus diffusés figurent des recueils d'enseignements religieux et des manuels de jurisprudence salafiste publiés par des éditeurs du Golfe, notamment en Arabie saoudite et

⁴ Pour les autres groupes islamistes radicaux en Syrie, voir. Aron LUND, *Syria's Salafi Insurgents: The Rise of the Syrian Islamic Front*, Stockholm, UI Occasional Papers, 2013.

⁵ Pour aller plus loin, voir. Thomas PIERRET, « Les salafismes dans l'insurrection syrienne : des réseaux transnationaux à l'épreuve des réalités locales », *Outre-Terre*, no 44 (2015/3), Paris, Éditions L'Esprit du temps.

⁶ Le numéro spécial « Salafisme : un islam mondialisé ? » du magazine *Moyen-Orient* (n° 33, janvier-mars 2017) rassemble des contributions de spécialistes du monde arabe sur l'histoire, les acteurs et les débats liés au salafisme dans la région.

⁷ Abd al-Aziz ibn Baz (1910-1999) fut une figure centrale du courant wahhabite-salafiste institutionnel en Arabie saoudite.

⁸ Muhammad Nasir al-Din al-Albani est né en 1914 à Shkodër, en Albanie, et est décédé en 1999 à Damas, en Syrie.

aux Emirats Arabes Unis. Cette évolution reflète une transformation du « marché religieux » syrien, portée par de nouveaux acteurs : libraires indépendants, petites maisons d'édition locales, associations caritatives et réseaux privés d'importation qui facilitent la circulation transnationale de ces ouvrages.

Parallèlement, certains prédicateurs syriens ont commencé à développer des programmes scolaires et universitaires inspirés en particulier des universités d'Arabie saoudite, centrés sur l'étude et l'exégèse des textes religieux d'inspiration salafiste. Ces enseignements, intégrant l'apprentissage du tawhīd, de la jurisprudence et de l'histoire religieuse selon une perspective salafiste, connectent progressivement le champ religieux syrien à des réseaux éducatifs étrangers. Des étudiants syriens suivent désormais ces programmes, participent à des conférences ou publient des articles qui circulent ensuite dans le pays, contribuant ainsi à renforcer la diffusion et la légitimation de ces enseignements.

Les médias numériques, tels que YouTube, Telegram et Facebook, jouent également un rôle clé en permettant aux prédicateurs de diffuser toutes sortes de prêches, donnant ainsi au salafisme une visibilité extraterritoriale. Sur le terrain, certains groupes affichent désormais une identité religieuse ostentatoire et parfois coercitive : au centre de Damas, des hommes munis de haut-parleurs incitent à la prière et à l'adoption d'un style vestimentaire jugé « décent », comme le port de longs vêtements couvrants pour les femmes et la barbe pour les hommes. Dans ce contexte, la religion devient davantage un signe de domination sociale qu'un choix spirituel, suscitant légitimement l'inquiétude des Syriens aux modes de vie et aux convictions plus modérées.

Ces agissements provoquent naturellement des tensions interconfessionnelles. Certaines minorités chrétiennes expriment des inquiétudes face à des manifestations religieuses jugées envahissantes dans certains quartiers. Par exemple, à proximité de l'Église Saint-Georges, au centre de Damas, des véhicules diffusent régulièrement des messages religieux appelant à la conversion, phénomène signalé par des habitants au cours de l'année 2025. Ce type d'initiative illustre le degré de pression sociale ressenti par certains groupes religieux dans l'espace public.

Un autre épisode a également suscité des inquiétudes au sein des communautés chrétiennes : en mars 2026, dans un quartier du centre de Damas, des affiches religieuses appelant à « revenir au vrai islam » ont été placardées à proximité d'églises et d'écoles confessionnelles, provoquant les protestations de plusieurs responsables communautaires. Bien que ces actions soient souvent présentées comme des initiatives locales plutôt que comme le résultat d'une politique officielle, elles contribuent à alimenter un sentiment d'insécurité parmi les minorités.

Officiellement, le pouvoir affirme vouloir protéger les minorités — notamment les chrétiens, les alaouites et les Kurdes — mais les mesures mises en œuvre restent limitées. Ainsi, un déploiement massif de forces de sécurité a eu lieu à Jaramana, une ville située dans la banlieue sud-est de Damas, en février-mars 2025 à la suite de tensions communautaires. Des commissions d'enquête ont également été mises en place après les violences survenues à Soueïda et sur le littoral. Toutefois, aucune reconnaissance constitutionnelle des droits kurdes n'a été adoptée à ce jour, et certaines violations à l'encontre de chrétiens ont été signalées.

Cette situation participe à un climat de méfiance entre communautés et fragilise davantage les minorités religieuses de la capitale. Les chrétiens syriens, qui représentaient environ 8 à 10 % de la population avant 2011, ont vu leur nombre fortement diminuer depuis le début du conflit

en raison des déplacements, de l'émigration et de plusieurs attaques contre des lieux de culte dans différentes régions du pays.

Cette visibilité accrue du salafisme en Syrie ne traduit pas, en tout état de cause, un basculement uniforme du paysage religieux, mais résulte de dynamiques locales, communautaires et individuelles, ainsi que de facteurs tels que les migrations internes, les contraintes économiques et les recompositions démographiques. Ainsi, dans certaines régions, l'islam traditionnel, qualifié de modéré ou de soufi, demeure intact. C'est le cas de certaines zones rurales autour de Hama, où des zaouias (lieux de culte soufis) continuent d'animer la vie religieuse locale. Cette pluralité d'expressions islamiques, renforcée par des circuits de diffusion ouverts, souligne la nécessité d'étudier les transformations religieuses à l'échelle locale plutôt que d'en tirer des conclusions globales et généralisées.

III. Recomposition des rapports entre pouvoir politique et autorité religieuse

Depuis son accession au pouvoir, Ahmed al-Sharaa semble réévaluer sa relation avec les institutions religieuses en Syrie. Le nouveau pouvoir considère désormais la religion comme un vecteur de légitimité politique et sociale auprès de la majorité sunnite. Cette stratégie se traduit notamment par la nomination de figures influentes issues du courant salafiste à des postes clés de l'État, dont certaines avaient été détenues dans les prisons du régime de Bashar al-Assad. Parmi elles figurent les ministres de la Justice, des Affaires étrangères et de la Défense, tous trois anciens membres influents de Hayat Tahrir al-Sham (HTS) et opposants à l'ancien régime. En intégrant ces personnalités dans l'appareil étatique, al-Sharaa cherche à consolider la base politico-religieuse qui a contribué à son arrivée au pouvoir.

Cette stratégie s'accompagne également d'une visibilité accrue des références religieuses dans l'espace public et institutionnel. Par exemple, en mars 2026, des conférences consacrées au « renouveau de la pensée islamique » et au rôle de la charia dans la reconstruction de l'État ont été organisées à l'université de Damas ainsi qu'au Abu al-Nour Islamic Foundation. Ces rencontres, réunissant universitaires, prédicateurs et responsables religieux, illustrent la volonté du nouveau pouvoir de renforcer le rôle des institutions religieuses dans le débat public et d'ancrer son projet politique dans une légitimité islamique plus visible⁹.

Cette recomposition se traduit également par une régulation indirecte, au niveau local, des comportements sociaux. Le décret du 25 janvier 2026 adopté dans la province de Lattaquié en constitue un exemple révélateur. Ce texte interdit le port de maquillage aux femmes travaillant dans l'administration publique¹⁰. Selon les autorités locales, la mesure vise à encadrer l'apparence professionnelle et à préserver une image jugée plus sobre des institutions publiques. Présentée officiellement comme une règle administrative neutre, elle a toutefois suscité de vives réactions, certains y voyant une restriction des libertés individuelles et une tentative implicite d'imposer des normes morales inspirées du salafisme dans l'espace administratif.

⁹ Pour les transformations du HTS et ses efforts de repositionnement afin de se présenter comme une force militaire et politique légitime dans le paysage complexe de la Syrie post-Assad, voir. Ghada SOLIMAN, "Disinformation and the Battle for Influence and Power in the Emerging Post-Assad Syria", *Counter Terrorist Trends and Analyses*, Vol. 17, No. 2, mars 2025.

¹⁰ L'Orient Today staff, « Public sector makeup ban stirs criticism in Syria's Latakia », *L'Orient Today*, 28 janvier 2026.

D'autres initiatives locales ont également alimenté les débats. Par exemple, en février 2026, dans certains quartiers de Damas, des commerçants ont été invités par des autorités locales à retirer des affiches publicitaires représentant des femmes jugées « contraires aux valeurs sociales ». Bien que ces décisions soient souvent présentées comme visant à préserver les traditions ou la moralité publique, elles ont suscité de nombreuses critiques sur les réseaux sociaux. Plusieurs observateurs ont notamment souligné que ces mesures mettent l'accent sur des questions d'apparence ou de morale alors que la population syrienne reste confrontée à des difficultés structurelles majeures, comme une crise économique profonde, des revenus très faibles et des services publics largement dégradés.

Ces mesures aléatoires se sont multipliées, renforçant le flou juridique qui les entoure, comme c'est encore le cas pour l'interdiction de la mixité dans certains espaces publics à Damas, notamment dans les transports en commun avec sections séparées ou dans les piscines municipales. Certaines ont progressivement disparu, tandis que d'autres perdurent de manière sporadique, selon les décisions des municipalités ou des administrations locales, parfois guidées par des directives ponctuelles des autorités centrales. Dans le même esprit, l'interdiction de la mixité au palais de justice de Damas, motivée par la protection des femmes et appliquée tant au public qu'aux professionnels du droit, illustre cette logique fragmentée : elle reste à ce jour en vigueur, tout comme l'importation d'alcool et de certains instruments de musique à cordes, perçus comme moralement problématiques par la doctrine salafiste en raison des émotions fortes qu'ils peuvent susciter. Ces articles font l'objet de restrictions administratives et fiscales strictes, avec des droits de douane fluctuants, ce qui rend leur importation quasi impossible pour les commerçants.

Ces pratiques illustrent comment le pouvoir syrien combine désormais contrôle politique et moralisation sociale, tout en s'appuyant sur des normes ultra-conservatrices. Les circulaires les plus récentes, émises par diverses institutions - telles que l'université de Homs, qui réglemente le port du voile et l'organisation des activités étudiantes, ou les municipalités comme celle de Lattaquié, qui encadrent l'ouverture des commerces afin de garantir le respect des horaires religieux, ou encore, plus récemment à Damas, l'interdiction d'afficher publiquement la rupture du jeûne pendant la journée au cours du mois de Ramadan et de toute décoration extérieure assimilée à une *bid'a* - montrent également comment la religion est traitée comme une affaire administrative, avec une application variable selon l'autorité en place et la situation locale.

Aujourd'hui, le salafisme en Syrie occupe une place ambivalente et variable, reflet de la pluralisation du champ religieux sous contrainte politique. Celui-ci se caractérise par la coexistence d'un islam institutionnel encadré par l'État, de formes de traditionalisme local, de courants salafistes variés et d'expressions piétistes. Chaque fois que le gouvernement est interrogé sur certaines mesures administratives, jugées par une partie de la population attentatoires aux libertés individuelles, la réponse reste uniforme : il s'agirait d'actes individuels non représentatifs qui n'engagent pas la responsabilité du gouvernement. Cette position permet au pouvoir central de se décharger de toute responsabilité directe dans la salafisation de la société, tout en projetant à l'étranger une image plus modérée afin de sécuriser les aides internationales et de satisfaire ses alliés régionaux et internationaux, essentiels à sa survie économique et politique¹¹.

¹¹ Pour l'évolution de HTS, d'une organisation djihadiste à un groupe politico-religieux, voir. Patrick HAENNI, Jérôme DREVON, *Transformed by the People: Hayat Tahrir al-Sham's Road to Power in Syria*. London : Hurst & Co. Publishers Ltd, 2025.



Dans cette logique, le pouvoir adapte son discours en oscillant entre une rhétorique salafiste destinée à sa base interne et un pragmatisme affiché à l'égard de l'UE et de l'ONU pour obtenir un soutien économique. Cette contradiction apparaît notamment lorsqu'il remercie les tribus après les massacres du littoral syrien, survenus entre le 6 et le 9 mars 2025, ou l'attentat de l'église Saint-Elie de Damas le 22 juin 2025, tout en autorisant parallèlement des commissions d'enquête internationales à accéder aux zones touchées et à recueillir les témoignages des victimes.

En guise de conclusion...

Depuis plus d'un an, la moralisation religieuse de l'espace public en Syrie s'est intensifiée, transformant le corps en un signe de conformité ou de transgression. La religion, perçue comme un facteur de stabilité ayant « sauvé » la société, influence désormais les routines quotidiennes des Syriens. L'évolution de ces nouveaux rapports entre pouvoir et religion demeure incertaine, soumise à une multiplicité de facteurs internes et internationaux, dans le contexte d'une guerre régionale déclenchée par l'opération américano-israélienne contre l'Iran, dans laquelle la Syrie pourrait tôt ou tard être impliquée. À ce jour, Ahmad al-Sharaa a adopté une position claire : il cherche à empêcher que le territoire syrien soit utilisé comme base logistique par le Hezbollah libanais, bras armé de l'Iran au Liban et ancien soutien majeur du régime de Bashar al-Assad jusqu'à sa chute.

Références bibliographiques

Patrick HAENNI, Jérôme DREVON, *Transformed by the People: Hayat Tahrir al-Sham's Road to Power in Syria*. London: Hurst & Co. Publishers Ltd, 2025.

Sethe JONES et al. *Rolling Back: The Islamic State*, Published by the RAND Corporation, Santa Monica, Calif, 2017.

Stéphane Lacroix, *Le crépuscule des Saints. Histoire et politique du salafisme en Égypte*, Paris, CNRS Éditions, 18 janvier 2024.

Aron LUND, *Syria's Salafi Insurgents: The Rise of the Syrian Islamic Front*. Stockholm : UI Occasional Papers, 2014.

Thomas PIERRET, « Les salafismes dans l'insurrection syrienne : des réseaux transnationaux à l'épreuve des réalités locales ». *Outre-Terre*, no 44 (2015/3), Paris, Éditions L'Esprit du temps.

Ghada SOLIMAN, "Disinformation and the Battle for Influence and Power in the Emerging Post-Assad Syria", *Counter Terrorist Trends and Analyses*, Vol. 17, No. 2, mars 2025).

Revue *Moyen-Orient*, numéro spécial 33 « Salafisme : un islam mondialisé ? », janvier-mars 2017.

L'Orient Today staff, « Public sector makeup ban stirs criticism in Syria's Latakia », *L'Orient Today*, 28 janvier 2026.

Imad KHILLO (2026). *Enquête sur le salafisme en Syrie depuis la chute du régime al-Assad* (juin 2025 – mars 2026), Données non publiées, Sciences Po Grenoble, CERDAP².



FMES

Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques

www.fmes-france.org

Institut FMES
Maison du numérique et l'innovation
Place Georges Pompidou
83000 Toulon



@institutfmes



@InstitutFMES



FMES France



Institut FMES



Boussole
stratégique



FMES